

# L'avenir du Kosovo

Autor(en): **Sulcebe, Dritain**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue Militaire Suisse**

Band (Jahr): - **(2007)**

Heft 6

PDF erstellt am: **21.09.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-346761>

## **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

## **Haftungsausschluss**

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.



## L'avenir du Kosovo

### Dritan Sulcebe

Etudiant en MA de Relations internationales

La question du Kosovo est au coeur des affaires européennes en ce moment. Le statut final de la province engendre plusieurs discussions en politique internationale mais, en même temps, on s'approche de la solution de ce conflit qui dure depuis des siècles et dont les racines sont anciennes. La province a été le champ de bataille entre deux nations depuis plus de dix siècles : la Serbie et l'Albanie. Les Serbes considèrent la province comme le berceau de leur civilisation ; de nombreux monastères et églises ont été construits pendant la dynastie Nemanjic, entre le XII et XIV siècle. Les Albanais se voient, eux, comme la population autochtone de la province puisque, en se basant sur certaines preuves historiques, ils sont considérés comme les descendants directs des Illyriens, un peuple ancien qui occupait les territoires aujourd'hui connus que sont l'Albanie, le Kosovo, la Dalmatie et la Serbie du Sud.

Pendant le Moyen Âge, durant deux siècles et demi, le Kosovo est dominé par les Serbes. Durant cette période, une tribu sédentaire serbe s'installe dans le pays ; elle occupe graduellement une place majoritaire face à la population albanaise locale. Cette période est décrite par les historiens serbes comme l'âge d'or de leur nation et le Kosovo est considéré comme le coeur de la nation serbe.

En fait, le Kosovo a seulement commencé à jouer un rôle important dans l'Etat médiéval serbe à la fin du XIV siècle. Le mythe serbe est né à la bataille du Kosovo, en 1389. Les historiens serbes prétendent que cette bataille a signé la destruction de leur empire médiéval et que les Serbes vaincus sont immédiatement passés sous le joug ottoman. En réalité, ces deux hypothèses sont erronées, parce que l'empire serbe s'est rapidement désintégré après la mort du Tsar Dusan en 1355 et parce que l'Etat serbe, en tant que tel, a continué à exister sans véritable ingérence des Ottomans pendant près de soixante-dix ans après cette fameuse bataille. Le Kosovo tombe sous la tutelle ottomane directe dès 1459 et reste une province

ottomane jusqu'en 1912. Pendant cette période, la majorité de la population albanaise de la province se convertit à l'Islam et la population serbe diminue fortement. Après 1912, le Kosovo est d'abord intégré au royaume serbe puis, après 1918, à la Yougoslavie. Sous l'occupation serbe, la population albanaise de la province est dans une large mesure discriminée et expulsée. Les autorités serbes d'alors poursuivent une politique de nettoyage ethnique envers la population albanaise du Kosovo. Les Albanais, en Yougoslavie, sont déjà perçus comme des étrangers et des ennemis, ce qui conduit les Albanais du Kosovo à une politique d'irréductibilité et de rébellion permanente.

La situation change sous Tito quand le Kosovo reçoit, en 1974, le statut de province autonome. Selon la Constitution de 1974, le Kosovo jouit d'une large autonomie et pour la première fois de leur histoire, les Albanais du Kosovo ont la possibilité de gouverner leur province eux-mêmes. C'est cependant intolérable pour la minorité serbe qui se sent isolée et exclue par la majorité albanaise. Les plaintes des Serbes du Kosovo sont ensuite exploitées par les autorités pour réactiver les vieux démons nationalistes. C'est ainsi que le 24 avril 1987, Milosevic se rend au Kosovo pour écouter les doléances des Serbes du Kosovo. Cet épisode marque le début de l'ascension de Milosevic sur la scène politique yougoslave et celui de la fin de la Fédération de Yougoslavie. Suite à l'élection de Milosevic à la présidence de la Serbie, en 1989, la situation des Albanais du Kosovo se détériore considérablement.

Le statut de province autonome est aboli et de nombreux Albanais sont forcés de quitter leur travail. Les écoles albanaises sont fermées et l'Université de Pristina n'est accessible qu'aux étudiants serbes.

Les Albanais réagissent à la politique de Milosevic en organisant une résistance passive, par l'entremise d'un état fantôme. La résistance est menée par la Ligue Démocratique du Kosovo (DLK), fondée en 1989. Le 19 octobre 1991, le parlement du Kosovo déclare

l'indépendance de la « République du Kosova », un état virtuel dont le but principal est de remplacer le système d'éducation et de santé dominé par les Serbes par un système albanais. Ce système parallèle créé par le DLK et financé par la *diaspora* kosovare réussit dans une certaine mesure à élever la question du Kosovo au plan international.

Toutefois, depuis l'accord de Dayton de 1995, qui met fin au conflit en Bosnie, le problème du Kosovo disparaît progressivement de la scène internationale. Cet oubli compromet sérieusement la politique pacifique de Rugova. En effet, plusieurs indépendantistes albanais du Kosovo réalisent qu'il n'y a qu'un seul moyen pour obtenir l'indépendance : la guerre. En 1994, l'Armée de libération du Kosovo (U.C.K, *Ushtria Clirimtare e Kosoves*) est créée. Initialement, elle est conçue comme la fraction militaire du Mouvement du Peuple du Kosovo (LPK, *Levizja populllore e Kosoves*) qui est un mouvement nationaliste d'orientation marxiste basé principalement dans la *diaspora* kosovare en Suisse et aussi dans le Mouvement National pour la Libération du Kosovo (LKCK, *Levizja Kombetare per Clirimin e Kosoves*). La diaspora kosovare de Suisse joue un rôle important dans la formation de l'U.C.K. Elle est particulièrement réputée pour son efficacité organisationnelle et sa prospérité économique. Ainsi le 17 novembre, à Aarau, le dirigeant de LPK décide d'appeler U.C.K tous les groupes militaires

qui opèrent sous les ordres du LPK. Plusieurs figures principales de l'U.C.K. sont des activistes du mouvement du LPK en Suisse. Hashim Thaçi, qui plus tard devient le dirigeant politique de l'U.C.K., a effectué des études post-universitaires à l'Université de Zurich, en histoire de l'Europe du Sud-est et des relations internationales. Il est l'un des pères fondateurs de la branche suisse du LPK. Xhavit Halili est un membre éminent de la communauté albanaise émigrée en Suisse ; il est membre du LPK et en dirige, plus tard, les structures financières et logistiques à partir de la petite ville pittoresque de Vevey où il résidait.

Les interventions de l'U.C.K. sont 'abord limitées à de petite actions contre quelques postes de police isolés. Le cœur de l'armée clandestine se trouve dans la zone de Drenica, au centre du Kosovo, où la famille Jashari organise, conformément à la tradition des « *Kacaks* » (mouvement de guérilla albanais au début du XX siècle), des groupes armés qui tendent des embuscades aux forces de police et aux unités militaires serbes.

La percée de l'U.C.K. a lieu lors de la grave crise économique et politique causée par l'effondrement des schémas pyramidaux « Ponzi », en mars 1997. Durant cette période, toutes les structures de l'Etat, y compris l'armée, s'écroulent. Les membres de l'U.C.K pillent les dépôts de l'armée albanaise et se servent d'armes légères. C'est ainsi que des milliers de Kalachnikovs sont introduites clandestinement au Kosovo pour y préparer

Patrouille roumaine en mission à Rugova, Kosovo.



le soulèvement général. Au début de la lutte armée, l'U.C.K. concentre ses actions principalement dans les zones rurales de la province. La stratégie mise en place consiste à attirer les forces de sécurité serbes en dehors de certains villages isolés pour créer la plus grande quantité possible de « zones libérées ». D'autre part, l'U.C.K. essaye d'ouvrir des corridors le long de la frontière albanaise pour sécuriser les convois d'armements en provenance de l'Albanie. Les combats y sont particulièrement acharnés et certains *leaders* comme Ramush Hajredinaj qui, plus tard, devient Premier ministre du Kosovo, se sont distingués par leur courage. L'activité de l'U.C.K. est principalement concentrée dans la partie nord-est du pays, ainsi qu'au sud et à l'ouest, le long de la frontière albanaise, dans la partie centrale de la province où se situe la région de Drenica. Au nord-est du Kosovo, les combats sont concentrés sur l'artère principale qui relie le Kosovo à la Serbie. Les Serbes répliquent en déployant plus de 50 000 hommes, appuyés par 300 chars et de l'artillerie lourde. Cependant, la tactique employée par les Serbes vise particulièrement les civils et non les convois d'armement. Au cours d'une période de six mois, d'avril à décembre 1998, plus de 300 villages albanais sont rasés ou détruits, créant ainsi une vague de réfugiés sans précédent de 250 000 personnes. Il s'avère très vite

l'OTAN à entreprendre des actions de représailles contre les Serbes pour prévenir le génocide qui est en train de se dérouler. Sans l'intervention de l'OTAN, le conflit entre les deux parties aurait sans doute duré plusieurs années. Suite à la campagne aérienne de l'OTAN, qui dure presque trois mois, le Kosovo devient un protectorat de l'ONU selon la résolution de l'assemblée générale n°1244. Ainsi, le Kosovo demeure *de jure* une entité serbe, mais est administré par l'UNMIK. La province est *de facto* un protectorat de l'ONU et le Gouvernement local autonome ne dispose que de compétences limitées. Le Kosovo est donc administré depuis plus de huit ans. Toutefois, ce n'est que provisoire ; un statut définitif pour le Kosovo doit être élaboré. C'est une question très difficile, d'autant plus que les deux parties ont des positions très différentes sur l'avenir de la province. Les Albanais souhaitent obtenir une indépendance totale alors que les Serbes ne peuvent pas imaginer autre chose qu'une « autonomie substantielle ». Pour trouver une solution, l'ONU décide d'envoyer un représentant spécial (Matti Ahtisaari) pour négocier le statut futur de la province. Les deux parties campent sur leurs positions, refusant tout compromis. Dans ces conditions, le Vice-envoyé spécial Albert Rohan retourne à New York pour négocier une position finale sur le statut du Kosovo par l'entremise de l'ONU. La

Baptême de feu raté. Les restes d'un F-117 *Nighthawk* abattu au Kosovo.



que le but principal des forces serbes n'est pas à caractère militaire mais démographique. Il ne s'agit pas moins que d'éradiquer une quantité importante de la population rurale du Kosovo. D'un point de vue militaire, la campagne d'été des militaires yougoslaves s'avère être un succès, mais les destructions et les massacres résultant de l'offensive serbe rendent l'U.C.K. encore plus populaire parmi la population albanaise. Dès lors le recrutement de nouvelles troupes n'est plus un problème pour l'U.C.K. Après l'été 1998, l'U.C.K. commence à réorganiser ses troupes en se concentrant exclusivement sur le combat de guérilla. Les événements qui suivent, comme par exemple le massacre de Racak en janvier 1999, incitent

proposition finale, connue sous le nom de « plan Ahtisaari » définit un Kosovo indépendant sous le contrôle d'une mission européenne (EUMIK) qui remplacerait l'UNMIK. Ce plan n'est pas accepté par le Conseil de Sécurité, suite au *veto* russe. Les deux parties reprennent alors le chemin de la table des négociations sous l'égide d'une médiation internationale.

Le futur du Kosovo demeure incertain. Il ne peut être résolu que par l'entremise des grandes puissances. Une solution pourrait être trouvée cette année, mais quelle qu'elle soit, elle ne sera certainement pas acceptée par les deux parties. Le problème du Kosovo ne peut être résolu que si l'on tient compte des souhaits de la population locale et si l'on donne à la population de l'est des Balkans une perspective claire sur une éventuelle intégration à l'UE. La seule issue possible à ces conflits permanents est l'« européisation » des Balkans ; elle permettrait de diminuer l'importance des frontières et des nationalismes dans cette région.

D.S.